

Le Libertaire

Adresser tout ce qui concerne
l'administration à LECOIN

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Adresser tout ce qui a trait
à la rédaction à NADAUD

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 12 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 6 fr.

Les anarchistes veulent instaurer
un milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

Contre les bourreaux !

Les prolétaires de tous les pays commencent à s'éveiller.

L'indignation de leur conscience et le frémissement de leur cœur croissent en raison directe de l'arbitraire des décisions qui les documentent sur le degré de la sauvagerie avec laquelle les dirigeants d'Espagne persécutent les syndicalistes et anarchistes de ce pays.

Pays, que la nature a fait magnifique ! Ciel pur, sous-sol riche, terre fertile, sites enchanteurs, cités pittoresques peuplées de souvenirs admirables et d'incomparables chefs-d'œuvre, population que le croisement des races et le mélange des sangs a ornée de mille beautés : ô Espagne, qu'ont fait de toi, qui aurais pu être si heureuse, si libre, si prospère et si chevaleresque, l'ignorance, fanatisme des moines, la morgue brutale de la soldatesque, l'apréhension de la maîtrise économique et l'aveuglement intéressé de tes gouvernants !

Ces bandits conjurés, ces malfaiteurs associés, ces forçats coalisés ont fait de l'Espagne une terre désolée, morte et misérable et de la population qui a l'infortune de l'habiter un ramassis lamentable de dénués et d'esclaves que dominent cyniquement et qu'affament sans merci la classe capitaliste et la caste gouvernementale.

Faibles garanties constitutionnelles suspendues, liberté de la presse supprimée, droit d'association et de réunion abolis ; c'est le retour au régime de l'inquisition d'exécration mémoire : lèbres silencieuses, têtes inclinées, échine courbée, pensée engourdie, conscience obéissante ; tout un peuple vautré dans la crainte, aplati dans la terreur, écrasé sous la violence, anéanti par l'assassinat.

C'est miracle que l'esprit de révolte n'ait pas été totalement noyé dans le sang. Il est encore vivant, robuste, indomptable ; il a trouvé refuge dans le courage héroïque de quelques milliers d'hommes, dont la farouche énergie ne recule devant rien.

Les bourreaux ont beau traquer, emprisonner, torturer ces admirables révoltés ; ils ne parviennent à en avoir raison que par la mort. Mais, aujourd'hui comme toujours, en Espagne comme partout, le sang des martyrs, semence féconde, enfante de nouveaux soldats pour la révolte.

Faisons-nous, en faveur de ces nobles limes de la réaction espagnole, tout ce que nous avons le devoir et la possibilité de faire ?

Il me semble que non ! Qu'est-ce qu'un pauvre petit article, paraissant chaque semaine, et lu par vingt mille lecteurs dans un pays comme la France ? Que sont quelques meetings réunissant quelques centaines d'auditeurs ?

Ah ! pourquoi chacun de nous n'a-t-il pas cent plumes ? Pourquoi n'a-t-il qu'une voix ?

El pourtant, oui, chacun de nous les possède ces cent plumes et ces cent voix ; en tout cas il peut le croire.

Il suffit que, à l'occasion, il se rencontre, avec lesquels il travaille, qu'il trouve dans son entourage, chacun de nous, anarchistes, parle en toutes circonstances, à tous instants, en tous lieux, de nos frères espagnols, des misères qu'ils subissent, des persécutions qu'ils endurent et des crimes dont ils meurent. Il suffit que chacun de nous laisse parler hautement, publiquement et sans cesse, son cœur plein de colère et sa conscience soulevée d'indignation ; il suffit qu'il propage inlassablement la haine violente que lui inspirent les bourreaux et qu'il fasse partager à ceux qui l'écoutent son inébranlable résolution de leur arracher leurs victimes.

Je ne puis affirmer qu'un tel effort suffira à emporter toutes les résistances. Mais il est certain que nous avons le devoir d'accomplir cet effort.

SEBASTIEN FAURE.

Les atrocités continuent

Cette semaine, plusieurs correspondances me sont parvenues. Elles contiennent des précisions qui donnent le frisson. Je me borne à en reproduire les principaux passages et j'en respecte la forme — dût la syntaxe en souffrir quelque peu — afin de laisser à ces lettres leur caractère propre.

Plusieurs de mes correspondants m'avaient qu'ils sont étroitement surveillés et quelques-uns d'entre eux ont été, ces jours-ci, inquiétés. Je prie ces camarades de ne pas se laisser intimider par ces tracasseries et de continuer à me transmettre leurs précieuses, leurs indispensables informations.

S. F.

De nos Correspondants

Il n'est pas de jour qui ne soit marqué par quelque mesure de répression autant stupide que barbare.

Bien qu'on se soit efforcé de garder la plus absolue réserve dans les milieux gouverne-

mentaux, nous savons déjà depuis quelques jours que notre vaillant camarade Libertad Rodenas est arrêté, sans qu'aucune raison ne motive cette violence. Comme la nouvelle s'était répandue la préfecture de police communique une note officieuse à cet effet. Voici ce que dit cette note :

« Libertad Rodenas Dominguez, âgé de 26 ans, natif de Caste (Valence) a été arrêté par le personnel de la brigade des services spéciaux. Elle fut détenue en son domicile Calle de Mendez Pelayo, 21.

« Libertad Rodenas est la sœur des anarchistes connus Progreso et Volney Rodenas, poursuivis le premier parce qu'il était impliqué dans l'attentat contre Dato, et le second pour détention d'explosifs, il purge sa peine dans la prison correctionnelle de Barcelone. Libertad Rodenas est considérée comme une anarchiste des plus actives et faisait une propagande anarchiste intense au sein des syndicats. Elle fut incriminée dans la prison à la disposition de l'autorité gouvernementale. »

Cette note est d'un jésuitisme inconcevable. La préfecture de police affirme vouloir impliquer notre camarade Progreso Rodenas dans l'attentat contre Dato ; or, Progreso est en prison depuis plus d'un an, il fut arrêté bien avant la mort de Dato, et pour d'autres prétextes insignifiants que la police elle-même n'a pas cru pouvoir retenir puisqu'elle s'embarrasse maintenant d'une accusation qui nous semblerait ridicule, si nous n'en redoutions les tragiques conséquences.

Il est intolérable de voir nos meilleurs camarades arrachés tous les jours à la lutte, et à notre affection ; les plus ardents sont en prison depuis des mois, et la liste augmente tous les jours.

Aujourd'hui, c'est Libertad Rodenas, camarade infatigable, qui participe à plusieurs tournées de propagande, qui donna de nombreuses conférences et qui bien souvent, dans les meetings souleva l'indignation des opprimés contre leurs tyrans. Cette femme consacra toute son énergie pour obtenir un peu de bien-être pour les désolés, comme tous ses frères qui endurent à l'heure actuelle les mêmes souffrances. Ces êtres, d'un dévouement incontestable, ne peuvent pas être oubliés, ils nous appellent d'un cri de tous les possibles pour les arracher à la prison. La détention prolongée mine leur santé et, lorsqu'ils nous reviennent, ce ne sont plus que de pauvres tuberculeux qui ne tardent pas à mourir. Nous devons donc faire en sorte qu'ils nous soient rendus très prochainement et pour cela nous devons donner à notre cause toute l'extension qui lui convient.

BILBAO, à propos de la suppression d'un cheminot brisé de grèves nommé Macario Perez, la justice s'amuse à tourmenter nos compagnons. Elle avait arrêté les syndicalistes Andrés Menéndez et Leopoldo Villar ; elle dut, faute de preuves, les relâcher. Mais aujourd'hui, le juge décide de mandater d'urgence contre nos camarades Barthelemy et Casillas. La comédie recommence, le juge de Bilbao cherche-t-il, comme son acolyte américain d'outre-Sacramento et Vanzetti ?

Aujourd'hui, ce sont nos camarades syndicalistes Carlos Bachiller, Candido Cobrian et José Garcia qui ont passé en jugement. Arrêtés depuis un an à propos de la suppression d'un cordonnier brisé de grèves, on ne relève contre eux que la « charge » suivante : ils avaient été la veille du jour de la mort de ce jeune dans l'atelier où il travaillait pour l'aider à quitter le travail. Le juge décide que cette charge « constitue un délit d'assassinat » et demande les travaux forcés à perpétuité contre les trois accusés.

La défense, présentée brillamment par MM. Serrano, Batanero et Fernandez Boixader, démontra clairement qu'il n'y avait aucun fait contre les accusés et obtint qu'on relâche l'accusation portée contre Bachiller et Garcia. Seul notre ami Candido Cobrian restait soupçonné par les nouveaux juges ; son avocat sut détruire cette accusation et prit dans son exposé la défense du syndicat, unique persécuté par le « fiscal ».

Le jury, après délibération, déclara Candido Cobrian non coupable. Cependant, dame Justice ne voulut pas lâcher sa proie ; par la voix du « fiscal », elle obtint la révision du procès du dernier accusé par un nouveau jury, préfixant que le délit n'était pas juste ; ceci est clair, il s'agissait d'un syndicaliste, et ceci démontre que l'influence du jury est très médiocre.

Nos trois camarades sortirent sans doute reconnus innocents, mais ils n'en auront pas moins purgé trois mois un an de prison... par erreur.

D'autres Documents

Deux condamnations à mort

Barcelone, 17-12-21. — Cette audience, consacrée au tribunal suprême, s'est occupée de « juger » Martin Martí, Colomer, Victorio Sabalier Martinez et José Perés Sanchinell, accusés de l'assassinat de Theodore Jenny et de tentatives d'assassinat contre ses fils.

Les jurés Martin Martí et Victorio Sabalier ont été condamnés à la peine de mort pour assassinat et chacun à deux peines de 14 ans 8 mois 1 jour de travaux forcés pour 2 tentatives d'assassinat. José Perés s'est vu infliger 14 ans 8 mois 1 jour de travaux forcés. La sentence a été confirmée par le suprême tribunal et a été remise au ministre des Grâces et de Justice. Le « fiscal » est opposé à l'amnistie que pourrait accorder le ministre des Grâces.

Il convient de se rappeler les faits. Après l'assassinat de Jenny et les agressions contre ses fils, la police procéda à plusieurs arrestations. Il fallut des révélations. L'insurrection des détenus ne révélait rien ; c'est alors qu'on employa la torture savante pour essayer d'arracher quelques aveux aux

prisonniers. Ces tortures déprimèrent ces malheureux au point de rendre José Perés à demi fou. Profitant de son inconscience, la police lui fit dénoncer ses compagnons. Toute l'affaire et les terribles condamnations qui en découlent sont basées sur les « révélations » de ce malheureux malade. Vingt-deux témoins venaient décharger Martin Martí et lui affirmer leurs sympathies ; leurs voix n'ont pas été entendues, seules les déclarations d'un irresponsable ont prévalu.

C'est ainsi qu'on juge en Espagne. L'hydre capitaliste aura ses victimes, et la comédie du jugement sauvera les apparences.

De qu'est un « détenu gouvernemental »

Nous avons connaissance de nouvelles arrestations arbitraires tous les jours ; le traditionnel prétexte invoqué : détenu gouvernemental ou, plus clairement, individu suspect de professer des idées « subversives ».

Voici la traduction de note de la préfecture de police, qui vient corroborer cette affirmation :

« José Llamas et « Hiena » a été arrêté récemment ; il était affilié au Syndicat unique du ramoneur de l'eau et fait partie des groupes d'action de San Andres et Clot. »

En juin 1918, il entra dans les ateliers de M. Z. A. et fut renvoyé en janvier suivant pour sa mauvaise conduite (il était syndicaliste).

« Il aurait pris part à quelques attentats et jouissait d'un grand prestige dans les organisations syndicales. »

« Il est interné en prison en qualité de « détenu gouvernemental. »

Et cet homme, sur de simples présomptions, est enfermé pour des mois ; il sera sans doute, après une longue prévention, rendu aux siens faute de preuves ; mais la prison et les mauvais traitements qu'elle comporte auront détruit sa santé.

Le haine de Fernando Po

Vous n'ignorez pas que de nombreux camarades souffrent terriblement du haine de Fernando Po. Le gouvernement espagnol, le reconnaît formellement ; mais il a toujours affirmé qu'il n'y avait que des Espagnols dans ce pénitencier bouillonnant. Voyons ce que vaut cette affirmation gouvernementale.

« Ténérife, le 16. — Dans le vapeur Canaleja, sont arrivés bien surveillés par la Garde coloniale de Fernando Po, six syndicalistes étrangers déportés dans cette île ; ils vont être transférés dans la colonie de Rio de Oro, jusqu'à ce qu'ils soient rapatriés dans leurs pays respectifs. »

Le mensonge gouvernemental est flagrant.

Contre les auteurs d'une publication

Barcelone, 19. — La sentence dictée par le Conseil de guerre contre les auteurs de la publication clandestine : le journal La Bandera Roja, contenant des articles

Vive Cottin ! Cri d'alarme !

Sous les kèpis, les grands yeux toujours pleins d'ombre et d'horreur et de lassitude, se sont allumés d'une flamme mystique qui éclaira les faces pâles.

Même devant les grands, les voix continuent leur murmure. Un nom, à tout instant, rallume les brasiers : Cottin !

On a soudain tout oublié... et les nuits sans sommeil, dans la boue jusqu'au ventre, et les jours infernaux où l'obus vous étouffait.

On est enfin vengé de tout le sang qui a coulé, des larmes qui desséchèrent toute une génération.

Au « jusqu'au bout » des brutes sans entrailles a répondu ce cri que Rome eût fait sien : Mort au tyran !

Les journaux tiennent lieu du bon pain qu'on n'a pas.

On a tout oublié, vous dis-je, tout... et inconsciemment, mystérieux, doux et puissant, monte à nos lèvres : l'hymne à la nature, l'hymne à Cottin !

Villageois, citadins, campagnards, ouvriers et paysans communient ardemment dans la haine du Maître et l'amour du héros !

Hélas ! l'éducation, la peur, le bourrage intensif de nos grands quotidiens, eurent tôt fait de changer tout cela !

De ce grand élan vers l'idéal, de ces cris de révolte, bientôt il ne resta plus rien... et les yeux de nouveau se noyèrent dans l'ombre.

Mais si le rêve, un jour, caressa votre front, pour si épaisses que soient maintenant les ténèbres qui obscurcissent votre esprit, la lumière chassera bientôt, au loin, les fantômes de la nuit.

Frères, souvenez-vous des manchettes annonciatrices du réveil des consciences ; souvenez-vous du jour où vous avez vibré sous le vent qui soufflait sur vos cœurs : la liberté !

Souvenez-vous ! Et que votre pitié et que votre raison, à nos efforts unies, clament si haut l'ardent amour, qu'en tombent les murs de sa prison !

Ah ! les bourgeois voudraient que soient closes nos lèvres, que nos fronts tant meurtris aient oublié la guerre ; leurs prisons, un jour, crouleront en poussière et nous saurons venger la douleur de nos frères.

Non, nous ne nous plions pas à ce lâche silence qu'ils croient nous imposer par la peur des gâches.

Pour un de nous qui tombe, vingt autres apparaissent. Et nous crierons si fort qu'il faudra qu'on entende, jusque dans les palais où logent nos Césars, la voix du peuple, avide de justice, clamant : Vive Cottin !

ARISTIDE.

Louis DESOARSIN.

injurieux envers l'armée, a été approuvée par le capitaine général.

Manuel Coronatus Garcia a été condamné à quatre ans et deux mois de prison correctionnelle et à 6 mois de « arresto mayor » (ou régime cellulaire avec eau et pain), pour insubordination à l'insubordination des forces de l'armée ; par ce même délit, Guillermo Vals s'est vu infliger six mois de « arresto mayor ». Salvador Capdevila a été acquitté, faute de preuves.

La sentence dictée contre les paysans Pedro Rufo et Gregorio Daura, accusés d'exciter des actes tendant à offenser la force armée, a été également approuvée. Le premier est condamné à cinq ans de prison correctionnelle, et le deuxième à quatre ans de la même peine.

Voyez, camarades, avec quelle féroacité sont condamnés les êtres qui ont le courage d'affirmer leurs pensées. Vous ne devez pas tolérer de tels actes ; vous êtes solidaires de vos frères qui souffrent en Espagne ; si la répression continue à bas, elle tardera pas à sévir partout avec la même intensité ; les gouvernants sont solidaires entre eux. Agissons en conséquence.

GRAND MEETING CONTRE LA RÉPRESSION ESPAGNOLE

organisé par le Comité de Défense Sociale

le Samedi 7 Janvier, à 20 h. 30

33, rue Grange-aux-Belles

Pour prendre note :

Nous prévenons nos amis que nous organiserons pour le dimanche, 8 janvier, à 14 h. 30, dans la salle des fêtes de la Bellevilloise, 23, rue Boyer

Une Grande Fête au profit de l'UNION ANARCHISTE

Cette fête se composera d'une partie de chant.

Une allocution sera faite par un camarade.

On jouera

ASILE DE NUIT

Pièce en 1 acte, de Max Maurey.

On terminera par une sauterie.

LE CONGRÈS UNITAIRE DE LA C. G. T.

Les travailleurs français viennent d'accomplir leur premier acte révolutionnaire. En un seul geste, ils ont dicté leur volonté de se désolidariser des grévistes qui se prétendaient leurs chefs et affirmé hautement l'indépendance du syndicalisme, en dehors et contre toute influence politique.

Collaboration de classe et collaboration des partis sont condamnées du même coup. Et la résolution d'Amiens, apparaît nécessaire et suffisante pour servir de base à l'action revendicatrice et révolutionnaire des exploités.

Cela nous suffit à nous, anarchistes. A l'heure où le Parti communiste, en son Congrès de Marseille, veut imposer aux syndicalistes sa loi politique et que son Comité exécutif prêche la lutte à outrance contre les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires int-

graux », nous avons été unanimes, aux cours des séances de ce Congrès unitaire de la C. G. T. à n'exiger que le maintien de la résolution d'Amiens, seule garantie de la liberté de l'individu au sein du syndicat, de l'autonomie du syndicat dans la C. G. T. et de l'indépendance destructive et créatrice du prolétariat international.

Nous reviendrons d'ailleurs, dans notre prochain numéro sur les conséquences de ce Congrès qui marque en même temps dans l'histoire économique des peuples, l'heure de la renaissance du travail comme force révolutionnaire et la décadence des politiques comme loi d'émancipation.

Et c'est d'une même voix que nous crions :

Vive la C. G. T. !

Vive l'Anarchie !

projet de délégation. Ils insistent sur ce fait qu'il faut tout tenter afin de laisser au bureau confédéral la responsabilité de la scission.

André Colomer trouve qu'il serait plus logique, avant de tenter quoi que ce soit auprès de la C. G. T. — et avant de risquer une démarche qui peut provoquer la rupture et la scission — de bien déterminer sur quel terrain nous fondons, dans ce Congrès, l'unité des syndicats.

Colomer déclare : « Il n'y a qu'une base possible d'unité syndicale : la résolution d'Amiens, le syndicalisme majeur, en dehors de toute influence politique. Posons cela ici très nettement ; dégageons nous immédiatement de toute base politico-syndicale — et nous aurons fait un grand pas vers l'unité, parce que nous aurons acquis sur les dirigeants de la C. G. T. cette supériorité : ne pas être comme ils le sont à la merci des hommes d'un parti. Sur la charte d'Amiens nous pouvons tous nous entendre, affirmons son intangibilité. »

D'ailleurs si vous ne liquidez pas cette question maintenant, elle vous embarrassera par la suite. Et si vous vous séparez sans avoir établi l'orientation de votre syndicalisme, que sera votre nouvelle C. G. T. ? Elle se débattrait comme celle d'aujourd'hui, tiraillée de droite et de gauche par les ambitions politiciennes. »

Et Colomer dépose une motion ainsi conçue :

« Les syndicats confédérés réunis en Congrès extraordinaire, s'affirmant respectueux de l'autonomie et de l'indépendance du syndicalisme ouvrier, déclarent que la Charte d'Amiens dans son intégrité est nécessaire et suffisante pour baser l'action confédérale et le mouvement révolutionnaire du Prolétariat. »

Pour clore cette première journée, Monmousseau se précipita à la tribune pour demander qu'on réserve cette question « épineuse » (oh ! combien !) et proposa que les auteurs de motions se joignent à la commission d'initiative pour former une commission chargée de rédiger le texte du Cahier de revendication qui devait, le lendemain matin, être présenté au bureau confédéral.

Et ainsi se termina la première journée.

Deuxième Journée

La délégation a trouvé Lapière, « bon à tout-faire », du Bureau Confédéral. L'attitude des délégués a été ferme. Comme le secrétaire adjoint de la C. G. T. s'exclamait : « Réunir la C. A. en si peu de temps, mais c'est impossible ! » Carpentier lui rétorqua : « Alors, si la Révolution éclatit, il vous faudrait huit jours pour vous réunir ! »

Le fonctionnaire confédéral a été sérieusement secoué. Comment se défendra-t-il ? A six heures, il y aura peut-être une réponse.

Barthes, à juste titre, est pessimiste. « Je suis discipliné, dit Barthes, je me suis incliné, bien que j'en eusse le cœur gros. Mais je suis étonné que vous soyez naïfs. Ce serait permis à des terrassiers, ça ne l'est pas à vous qui êtes presque des intellectuels. Je voudrais être à 6 heures pour entendre le coup de téléphone de la C. G. T. »

« Je crois être bon prophète en prévoyant que le Bureau confédéral n'acceptera rien de ce que nous lui proposons. Aussi nous devons, dit Barthes, ne pas nous laisser surprendre et prévoir. Il vaut mieux un divorce qu'un mauvais ménage. Il faut, dès ce soir, nous situer. Il ne faut pas que ce Congrès se termine en queue de poisson et que les délégués s'en aillent dégoûtés de la minorité. Si, avant le 1^{er} janvier, le C. G. N. n'a pris aucune décision, et accepté le bureau Semard, nous ne pouvons admettre que les valeurs qui sont à la tête de la C. G. T. y restent. Soyons énergiques. »

Le Penn n'est pas tout à fait d'accord avec Barthes.

« Si j'ai fait des concessions, dit-il, ce n'est pas au Bureau confédéral, c'est aux syndicats. Nous sommes allés à la C. G. T. non pas parce que cela nous faisait plaisir, mais parce que nous avions un devoir à accomplir. »

Monmousseau propose de lever la séance — ce qui fait dire à un congressiste : « Mais c'est le Congrès des séances suspendues. » Deux heures après, Dutilleul apprend que la délégation étant retournée rue Lafayette, a trouvé porte close et l'immeuble confédéral étroitement gardé par des forces de police. Aucune réponse écrite n'est parvenue à la commission et c'est par des représentants de la presse bourgeoise que nous con-

naître les événements de notre camarade Barthes produisent une profonde impression sur le Congrès.

La Penn et Quinton viennent appuyer le

naissions le communiqué officiel de la C.G.T. Le voici :

« La délégation ayant, dans un rapport écrit, souligné un certain nombre de points touchant la lutte de tendances et de l'organisation intérieure confédérale et formulé verbalement certaines demandes, il lui fut répondu que le Bureau confédéral ne pouvait tenir compte d'observations et propositions provenant d'une assemblée irrégulière dont les décisions éventuelles ont été par avance frappées de nullité par la C.A. Le secrétaire confédéral a ajouté qu'il ne pouvait que se tenir aux décisions prises antérieurement par celui-ci. »

— Ainsi, dit Duduix, c'est la rupture. Tous les ponts sont coupés.

Alors, des cris s'élèvent :
— Tient, mais !

Des applaudissements crépitent.

— La C.G.T., continue-t-il, c'en est fini de la C.G.T., des bourgeois de la rue Lafayette ajoute l'orateur.

Tous les délégués se lèvent pour chanter l'Internationale et Révolution.

On acclame « une motion » du Syndicat des Alimettiers de la Seine — auquel appartient M. Joulhans — qui a décidé de rayer de ses contrôles le secrétaire de la C.G.T.

Alors, un cri de presque toutes les poitrines : « Organisons la C. G. T. nouvelle ! »

Mais ce n'est pas l'avis de Monmousseau et de quelques communistes inquiets de voir s'échapper trop nettement la grande Maison fédérale des Travailleurs.

« Ce n'est pas à ce Congrès qu'il appartient de décider les bases de l'organisation nouvelle. D'ailleurs, vous êtes trop surexcités pour accomplir une tâche qui demande le sang-froid, la réflexion, la prudence. Donnez confiance à votre commission qui va se réunir cette nuit pour rédiger un texte qui puisse donner satisfaction à tout le monde. Du calme, camarades, du calme ! »

Très courtoisement et avec netteté Boudoux s'élève contre ce point de vue par trop parlementaire. « Il faut savoir où l'on va. Et nous ne restons plus avec les traités du Bureau confédéral, si nous quittons la vieille C. G. T. vermorelle, nous voulons savoir ce que sera la C. G. T. de demain. Or, nous prétendons ici que seule la résolution d'Amiens peut nous donner satisfaction. Il faut se prononcer sur l'orientation du syndicalisme. C'est à ce Congrès qu'il appartient de dresser le plan de la maison nouvelle. »

« Nous ne sommes pas plus surexcités que toi, Monmousseau, et nous savons suffisamment ce que nous voulons pour travailler en commun à cette œuvre de renaissance du syndicalisme. »

Veber succède à Boudoux pour demander, lui aussi, de la clarté. « Le Congrès est majeur. C'est à lui qu'il appartient de se prononcer. Vous n'avez pas étouffé le débat par de vagues travaux de commission. Le Congrès est tout qualifié pour déterminer les conditions de notre unité. Dès demain, au communiqué du Bureau confédéral, doit s'opposer notre réponse. A nous de la dicter. »

A ce moment, Bernard très nettement se situe dans le débat.

— Pour réaliser l'unité, dit-il, un seul moyen : ne pas sortir du syndicalisme. Dissiper les confusions, faire la clarté sur nos intentions.

Et Bernard dépose l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès, enregistrant le refus du Bureau confédéral de réaliser l'unité, proclame que la C. G. T. continue avec ses statuts et avec la charte constitutive essentielle : la résolution d'Amiens qui fut violée dans son esprit par le Bureau confédéral et la Commission administrative de la C.G.T. »

Monmousseau, au nom de l'unité, se rallie à la proposition de Bernard ; mais il prête toujours que ce soit la Commission qui en décide plutôt que le Congrès lui-même.

Pour en finir, Barthès accepte de faire confiance à la Commission pour rédiger un texte dans le sens de la motion Bernard.

Mais voici Monatte. Il déclare :

« Je ne suis pas d'accord avec les orateurs qui m'ont précédé. Il ne faut rien brusquer. Nous pouvons être plus patients. Nous avons reçu un soufflet des hommes de la rue Lafayette. Eh bien, ce n'est pas le premier. Encaissons-le, comme les autres. Faisons tout notre possible pour conquérir lentement une saine majorité. Il y a un millier de syndiqués qui n'ont pas eu venir ici. Il faut leur laisser le temps de venir à nous. Notre cahier de revendications a été repoussé. Nous devons répondre au Bureau confédéral par la preuve des cotisations. C'est suffisant. Puis demandons la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C. G. T. par une pétition signée par les 500 syndicats représentés ici. Mais ne consacrons pas la scission. Nous avons contribué à bâtir la maison d'où l'on veut nous chasser. Déclarons que nous n'en sortirons jamais. »

Mais Guillot vient lire un ordre du jour dans le sens des déclarations de Monatte.

André Colomer se fait l'interprète de la majorité des communistes en s'indignant de tels propos temporaires.

« C'est pour tout ça, s'écrie-t-il, que l'on nous a amenés ici. Comment, il y a sept ans que nous supportons cette C. G. T. de traités et de protestations et vous nous demandez aujourd'hui de la patience, vous Monatte, vous qui fûtes le premier à être impatient ? Celui qui se souvient des heures de guerre, de la lâche complicité des dirigeants du prolétariat à l'œuvre de mort ; des heures de paix où ces hommes, pour assurer leur pouvoir, leurs fonctions, clouèrent tous les sursauts de révolte du prolétariat, presbent de toute leur influence sur les masses pour éteindre la Révolution qui venait. Celui qui se rend compte du mépris que ces gens-là ont pour la classe ouvrière dont ils vivent, ne peut plus patienter. »

« Alors, vous avez vu comment ils ont accueilli nos revendications. Ils n'ont même pas reçu nos délégués comme le font habituellement des patrons. Porte close, la porte de notre maison payée de nos propres heures de travail. L'immeuble gardé par des policiers. Et c'est avec de tels individus que nous voulons rester ? Les masses... quand elles nous verront, nous militants, avoir le courage de lâcher ces crapules, elles oseront à leur tour se désolidariser de tels chefs pour venir avec nous... »

« Pour réaliser l'unité, soyez fermes. Commencez par rompre avec les exploitateurs du prolétariat : puis affranchissez-vous sur la résolution d'Amiens qui n'a cessé d'être violée par les dirigeants majoritaires. Amsterdam n'a cessé de faire de la politique avec les gouvernements d'Occident. N'acceptez pas plus de faire de la politique avec l'Orient. Nous n'appartenons pas plus à l'Internationale de Moscou qu'à celle d'Amsterdam. Ni l'une ni l'autre ne nous empêcheront ici d'affirmer notre syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste sur la seule révolution qui nous donne satisfaction : celle d'Amiens. »

« L'opposition que nous trouvons ici au vote de cette motion, de la part de certains per-

sonnalités, est vraiment extraordinaire. N'oublions pas que des télégrammes viennent de s'échapper.

Après avoir fait la guerre, Moscou et Amsterdam engagent sans doute à faire la paix sur notre dos. Vraiment on croirait que par-dessus la tête des travailleurs syndiqués, il y a je ne sais quels accords mystérieux.

Mais nous déjournons cette manœuvre et rien ne nous empêchera de faire renaitre ici une C.G.T. vraiment syndicaliste, en attendant que nous puissions constituer une Internationale proprement syndicale. »

Lauridan, après Colomer, dit que lui aussi il en a assez.

— Mais, dit-il, les syndiqués nous attendent. Nous sommes ici pour l'unité, contre la scission que nous ne devons pas consacrer. Il nous faut conquérir les forces éparses. Avec la motion Bernard, nous pouvons le faire. Je suis communiste et en disant cela je suis fidèle à mon parti. Mais que doit-on faire maintenant ?

« Il faut, dit Lauridan, nous organiser matériellement. Grève de cotisations : oui, mais en établissant, nous, une carte fédérale, qui peu à peu éliminera celle des dirigeants de la C. G. T. Nous irons partout, par une action au-dessus des tendances, faire du recrutement. »

A ce moment, on a l'impression très nette que le Congrès est en grande majorité composé de fédéralistes. D'ailleurs de nombreux camarades se préparent à venir soutenir à la tribune la thèse du syndicalisme intégral.

Mais Monmousseau propose la clôture afin de permettre à la Commission de passer la nuit à la recherche d'une formule d'unité.

Troisième Journée

La Commission propose au Congrès la résolution suivante :

« Le Congrès unitaire extraordinaire, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation dans l'abandon de l'adhésion aux C.S.R. par les syndicats constitue la preuve la plus irréfutable de ces désirs d'unité syndicale, enregistrant la réponse du Bureau confédéral, le reniement de ses engagements pris devant la délégation qui s'était présentée devant lui, constate son intransigence qui vient de fermer la porte aux pourparlers engagés. »

Le Congrès unitaire, après un examen détaillé de la gestion confédérale depuis le Congrès de Lille jusqu'à ce jour, enregistrant :

1. Que la résolution confédérale votée au Congrès de Lille par 1.572 mandats contre 1.332 ne prévoyait aucune exclusion, aucune sanction contre les syndicats coupables du délit de tendance, le Comité confédéral national de septembre a commis une violation flagrante de son texte et de son esprit en interprétant comme une résolution d'exclusion et en approuvant toutes les exclusions prononcées en son nom.

2. Que l'autonomie des syndicats, reconnue par les statuts confédéraux, a été ainsi violée ;

3. Que la Commission administrative, au sein de laquelle est constituée la Commission des conflits, en prenant publiquement position dès le premier jour dans le différend des cheminots en faveur du Bureau Montagne, a méconnu la majorité exprimée au Congrès extraordinaire des cheminots, qu'elle est ainsi jugée et parti, et qu'elle était désqualifiée pour trancher équitablement le conflit ;

4. Que la Commission de contrôle décidée par une résolution du Congrès de Lille, pour examiner la gestion du Peuple, n'a pas encore été réunie ;

5. Qu'un secrétariat féminin devait être constitué en vertu de la décision du Congrès de Lille et que rien n'a été fait dans ce sens ;

Considérant que cet ensemble de faits a la charge de la C.A. et du Bureau confédéral constitue une violation flagrante et répétée des statuts confédéraux qu'ils ont mission d'appliquer, et auxquels ils doivent se conformer ;

Considérant, enfin, que l'exclusion de diverses Fédérations et Unions départementales, et que la formation des minorités dissidentes en syndicats constituent des actes de scission nettement caractérisés ;

Le Congrès unitaire, malgré les buts de scission nettement poursuivis par les dirigeants confédéraux, n'en espère pas moins que l'unité syndicale peut encore se réaliser au sein de la C.G.T., mais il proclame que la seule chance d'unité qui reste aux travailleurs est celle qu'ils réaliseront eux-mêmes, en un Congrès extraordinaire confédéral qui devra se tenir au cours du premier semestre 1922. A ce Congrès participeront, seules, les organisations régulièrement confédérées au moment du Congrès de Lille.

Si, le 31 janvier prochain, le Comité confédéral national n'aurait point décidé de la tenue de ce Congrès, la Commission désignée par le Congrès unitaire aurait le mandat formel de convoquer le Congrès de la C.G.T. pour prononcer la déchéance du Bureau confédéral et de la C.A. et de procéder à leur remplacement.

Mais, enregistrant les exclusions prononcées depuis le Congrès de Lille, enregistrant la résolution récente de la C.A. et confirmée par le communiqué qu'elle a donné à la presse, ce jour même, et aux termes de laquelle les organisations et les syndicats participant au Congrès unitaire se trouvent exclus de la C.G.T., le Congrès unitaire décide de suspendre provisoirement, et à la date du 1^{er} janvier, la prise des cartes et des timbres confédéraux au siège des Fédérations, Unions départementales, Confédération générale du travail, qui approuvent jusqu'à la politique d'exclusion et de scission engagée par la Commission administrative et le Bureau confédéral.

En conséquence, et jusqu'à ce qu'une situation définitive soit intervenue, le Congrès décide de maintenir un lien provisoire entre tous les syndicats représentés au Congrès ; ce lien sera constitué par une Commission administrative provisoire qui sera chargée de faire éditer, pour la date du 1^{er} janvier 1922, les cartes et des timbres pour la mise à jour des syndiqués et pour en assurer la répartition.

Le Congrès termine ainsi ses travaux par l'affirmation unanime de tous les syndicats de leur attachement à l'unité syndicale, malgré les scissions confédérales, comme ils affirment leur attachement indéfectible à la charte d'Amiens, base fondamentale du syndicalisme français.

Portant à la connaissance du prolétariat les décisions qu'il vient de prendre, le Congrès laisse aux dirigeants confédéraux toute la responsabilité de leur conduite. Tous les syndicats, tous les militants, tous les syndiqués présents au Congrès, à quelque tendance qu'ils appartiennent, s'engagent à faire toute la propagande nécessaire en faveur de l'unité syndicale.

Ce texte ne satisfait pas tous les délégués. On le trouve trop conciliant, trop vague. On lui reproche surtout de ne pas établir les fondements d'une organisation définitive. Nombreux sont ceux qui craignent de le voir inter-

préter de si nombreuses façons qu'il irait à l'encontre de son but : la réalisation de l'unité révolutionnaire.

Carpentier était venu au Congrès en majorité, il en sortira minoritaire et fédéraliste.

« Depuis hier, dit-il, je suis persuadé que le Bureau confédéral a voulu la scission. Il l'a faite : il en porte toute la responsabilité. Vous avez fait toutes les concessions pour réaliser l'unité ouvrière. Ils n'ont pas voulu en tenir compte. Je pars d'ici persuadé que la bonne foi est de votre côté. Je vais retourner dans mon syndicat et je ferai tous mes efforts pour amener dans vos rangs les artistes dramatiques. »

Bert, de la Haute-Vienne, au nom des 37 syndicats qu'il représente, apprend au Congrès qu'il n'approuve pas la résolution de la commission. Pour lui, le Congrès unitaire est le vrai Congrès de la C. G. T.

« Alors, dit-il, pourquoi demander au Bureau confédéral de convoquer pour 1922 un Congrès qui ne serait pas valable ? »

Cependant Bert veut bien, provisoirement, souscrire à la résolution présentée.

Selon Teulade, des charpentiers en bois, trop de concessions ont déjà été faites par la minorité depuis 1914. Il croit que la résolution lui par Monmousseau en fait trop encore. Cependant il s'y rallie.

Boudoux s'adresse à Monatte :

« Je t'ai écouté avec émotion, hier, Monatte, parce que je me rappelle ce que tu fus, non seulement pour moi mais pour nous, pour moi. Je te sens sincère et c'est certainement le souvenir des efforts qui furent accomplis pour édifier la grande maison ouvrière qui te fait hésiter à rompre. Mais d'abord ce sont les dirigeants confédéraux qui, voulant la scission, l'accomplissent en excluant des syndicats, des syndiqués. Ensuite il faut bien se décider. Si, comme le veut Monatte, nous restons accrochés au Bureau confédéral, il faudrait faire trêve de toute injure, de toute critique, être « disciplinés » suivant leur formule, se plier, collaborer à leur gestion criminelle ; refaire l'œuvre du Congrès de Paris de 1913 où les concessions de la minorité l'ont désorganisée pendant trois ans. Et alors, Monatte, tu serais forcé de faire comme Dumoulin et Merheim, l'associer à ces bandits ? Non, n'est-ce pas ? »

Lauridan, de Tourcoing, voudrait aussi que le Congrès prononçât la déchéance de Joulhans et de Dumoulin.

« Dans le Nord, que la résolution oublie un peu, la scission est déjà faite. A Tourcoing, les majoritaires ont formé une seconde Bourse du Travail. Partout où les majoritaires sont maîtres, on nous met à la porte. Est-ce que nous aurons le droit de former à Lille, partout où l'on nous a exclus, des unions locales unitaires ? »

« Alors, dit Lauridan, c'est la scission. Nous sommes obligés de la reconnaître. Pourquoi ne le disons-nous pas ? Je demande que ce Congrès désigne lui-même la commission d'initiative. »

Et Lauridan, s'appuyant sur la situation du département qui l'a délégué, voudrait qu'il sorte quelque chose de définitif et non de provisoire du Congrès.

Rose ne veut pas non plus du provisoire. Il craint que l'imprécision des termes de la motion présentée n'entraîne pas suffisamment les travailleurs. « Il fallait montrer plus d'audace. Nous avions le bon droit avec nous. Nous pouvions tout oser, à la condition de nous affirmer nettement sur le terrain syndicaliste et fédéraliste. Rose, critique aussi le mot « provisoire » qui lui semble dangereux. »

Monmousseau tient au mot provisoire. Il insiste dans l'espoir, dit-il, d'attirer à nous les incertains, les timorés, ceux dont la bonne volonté ne s'est pas encore révélée, etc... »

Tout abonde dans le même sens. De ce côté on se figure détacher des masses de la majorité en évitant de s'affirmer.

Quintin lui aussi défend le provisoire.

Barthes tranche le débat en proposant que dans le texte le mot « provisoire » ne s'applique pas au lien confédéral qui sortira de ce Congrès, mais à la Commission administrative et au Bureau.

On se met d'accord sur cette modification du texte.

A la demande de Verdier, Monatte déclare se rallier au point de vue général en disant : « Tous voteront la motion. Le Peuple a dit que nous étions allés à un enterrement de première classe. Prouvez que nous sommes une naissance. »

A l'unanimité moins une voix, la résolution fut acceptée.

Mais Quintin vient dire comment la commission s'est mise d'accord.

« On ne peut pas oublier que des camarades sont venus ici mandatés exclusivement pour sauver l'unité à tout prix ; ceux-là nous disent qu'ils doivent retourner vers leurs mandats pour avoir de nouvelles instructions. On se dispute sur les mots provisoire ou définitif. Or, ce Congrès n'a pas le mandat de constituer une C. G. T. définitive. La période provisoire devra être courte. Elle ne dépassera pas le 31 janvier 1922. Le résultat du Congrès est là : 1.578 syndicats, la majorité des syndicats confédérés, s'en iront convaincus que la volonté de scission vient de nos dirigeants. Le Congrès aura cependant à déterminer le lien qui unira les syndicats présents. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Les syndicats n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

« Le Congrès n'ont pas besoin des paroles de la Révolution. Le Syndicat groupe les producteurs sur le terrain même de la production et de ses conséquences ; ses joies, ses douleurs, ses espérances, ses peines. Le Parti groupe l'importance qu'il y a dans le royaume des bonnes intentions. Or l'Enfer capitaliste est pavé de ces bonnes intentions-là. »

